

# Le Bulletin de la Ferme

PUBLIÉ PAR

La Compagnie de Publication du  
Bulletin de la Ferme

ÉDITEURS-PROPRIÉTAIRES

1230, Rue St-Valier, Québec

Administration Phone 6527

Rédaction Phone 7351

Abonnement : 25 sous par année.

Tarif d'annonces : 5 sous la ligne agathe.

Prix spéciaux par contrat.

Afin d'assurer leur insertion dans une édition donnée  
les manuscrits doivent être reçus le ou avant le 15e  
jour du mois précédent celui de la publication.

## Aux laboureurs

*A mon frère A. Desilets,  
Agronome et homme de Lettres.*

Plus de mort!... C'est la vie en la nature  
[immense...]

A vos sillons, bons laboureurs!...  
Le soleil a sonné l'heure de la semence,  
Les champs attendent les semenceurs...

Vos bœufs ne goûtent plus leur sieste hivernale.  
Ils sont las d'un trop long sommeil [nale],  
Et trépignent d'aller à l'heure matinale  
Savourer leur part de soleil!

Sortez leurs jougs; trempez le soc de vos  
Aiguisez bien les aiguillons... [charrees],  
Du cœur!... Ne craignez pas le flot des peines:  
C'est l'abondance des sillons... [drues]:

Et lorsque vos labeurs auront pétri la terre,  
Quand de votre sublime main  
Seront tombés les blés, laissez le bon Dieu  
Les riches moissons de demain. [faire

J. DESILETS, N.P.

## LE RETOUR A LA TERRE

Le ministère fédéral vient de signer un ordre en conseil déclarant la guerre aux monopolisateurs et aux accapareurs. Jusqu'où cette mesure sera-t-elle efficace et contribuera-t-elle à abaisser le coût de la vie? Personne ne le sait encore et ne le saura probablement pas de sitôt. Si les pouvoirs accordés par cette mesure de guerre au ministère du Travail et aux conseils municipaux pouvaient au moins mettre un frein quelconque à la hausse toujours constante des produits de première nécessité, ils auraient fait un grand bien. En tenant compte des multiples difficultés que le ministère du travail et les conseils municipaux auront à rencontrer dans la recherche des causes de cette hausse exorbitante du coût de la vie, il est bien permis de croire que l'arrêté ministériel n'aura pas d'effets salutaires avant plusieurs mois encore. D'ici là, les prix monteront toujours.

La situation actuelle, comme celle qui existera d'ici la fin de la guerre, avec toutes ses difficultés, ses misères et ses inquiétudes,

n'est rien à comparer à l'état de choses qui devra nécessairement exister après la signature de la paix. Aujourd'hui, comme demain et tant que la guerre durera, si les prix sont élevés, le travail est abondant à cause du manque de bras occasionné par le recrutement, et à cause aussi des nouvelles et nombreuses industries engendrées par la guerre. De tous les coins du Canada, on se plaint du manque de bras, si on veut bien en croire les rapports officiels publiés dans la "Gazette du Travail". En conséquence, les ouvriers comme les manœuvres commandent des meilleurs salaires. Un grand nombre de manufacturiers et d'industriels, faisant des profits plus qu'envisageables ont tenu à partager quelques miettes de leur table financière avec leurs ouvriers et ont accordé assez largement des augmentations substantielles. C'est ce qui leur permet d'équilibrer un peu comme avant la guerre le budget familial. Ceux qui n'ont pas de patrons aussi libéraux crient famine et demandent avec raison des augmentations.

Nous avons vu dernièrement encore des compagnies céder sans trop se faire tirer l'oreille aux demandes raisonnables de leurs employés. Elles le feront encore certainement si la crise s'accentue et si elles continuent à faire de gros profits.

Avec la signature de la paix entre les nations européennes, toute notre organisation économique temporaire qui permet de vivre assez maigrement aujourd'hui, sera chambardée, anéantie. On cessera de fabriquer les canons, les mitrailleuses, les fusées, les obus, les lunettes, les pelles-bouliers, etc., et les armées n'étant pas licenciées avant des mois continueront à se nourrir et à consommer sans produire. Nos industries devront revenir à leur travail d'avant la guerre, et les profits n'étant certainement pas aussi élevés que les profits de guerre, il faudra diminuer les salaires et diminuer le travail. Et cependant, le prix des nécessités ne baissera pas. Il se maintiendra peut-être à un niveau plus élevé qu'il est aujourd'hui.

Il importe donc à ceux qui ont en mains la gouverne de la nation et la charge de veiller au bien-être des administrés, de prendre dès à présent, si on ne l'a pas fait déjà, des mesures en conséquence. Ils doivent se rappeler et mettre en pratique l'appel du ministre des finances, M. White: économie et production.

M. Marois, greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage de la province de Québec, au cours de remarques citées textuellement dans le rapport du ministère des Travaux publics de la province de Québec donne la solution du problème.

"Un grand nombre de patrons, dit-il, traitent leurs employés avec liberalité et ont accordé plus d'une augmentation de salaire, à cause des contrats de guerre qu'ils ont obtenus.

"Mais lorsque cesseront ces contrats et que les conditions redévelopperont normales, la question des gages se posera aigüe; car les ouvriers ne se rendant pas exactement compte de la situation, ne voudront pas retourner aux salaires de jadis. Il faudra trouver d'autres moyens que les grèves pour régler les disputes à propos de salaires."

Et comme conclusion pratique il prêche le retour à la terre à qui on doit demander sa subsistance en même temps que sa bonne et saine liberté.

Comme l'indique M. Marois, le remède est là. Si la terre détient le pouvoir de faire lever des armées pour la défendre contre l'étranger, si elle se charge de fournir, en l'occurrence, les armes qui devront vaincre l'envahisseur; c'est encore vers elle que nous devons nous pencher pour recueillir ce qui doit subvenir à notre existence et à celle de nos familles quand les autres ressources font défaut.

(*Le Droit*)

THOMAS POULIN

## Enrôlement agricole

Québec, 14 mars, 1917.

Le gouvernement anglais vient de prendre, une importante décision en décrétant que l'enrôlement agricole marchera de pair avec l'enrôlement militaire.

Il faut, *Avant Tout*, des provisions de bouche, et l'on a résolu de passer la charrue partout où il y aura moyen, afin de faire rendre à la terre anglaise, son maximum de production.

Pour cette fin, on va importer de suite plusieurs centaines de tracteurs automobiles qu'on fera marcher jour et nuit, aussitôt que la saison le permettra. Des équipes d'employés se relayeront sur ces machines, et c'est pour trouver cette main-d'œuvre agricole additionnelle qu'on a décidé de faire un enrôlement particulier de tous ceux qui peuvent travailler aux champs. Beaucoup d'institutions enseignantes fermeront leurs portes au mois de mai, afin de pouvoir assurer le concours de tous les jeunes gens en état de travailler aux semences et aux moissons.

Voilà une décision qui vient à point, pour attirer de nouveau l'attention de nos gouvernements, à Ottawa, sur la nécessité absolue de trouver des bras pour l'agriculture.

L'Angleterre, particulièrement concernée, est beaucoup plus profondément atteinte que nous par la guerre, n'hésite pas à organiser ses forces pour assurer la production "*des munitions de bouche*", parce qu'elle réalise parfaitement toute l'importance de pourvoir d'abord à la nourriture de l'armée et de la population.

Ici, nous agissons tout autrement. On ne paraît pas s'occuper nullement de l'importance de la production agricole. On vide le pays de provisions de bouche, et en même temps que les campagnes, mises à requisition par l'enrôlement militaire et par la fabrication des munitions se dépeuplent.

Faute de bras pour cultiver la terre, nous aurons une très faible récolte à l'automne, et la disette s'en suivra.

En Angleterre, on enrôle les étudiants pour le travail du sol.

Autre pays,—autre mentalité.—Autres hommes aussi!!! Évidemment, il faudrait plusieurs cabinets Borden pour valoir la moitié d'un Lloyd-George.

(*Du Soleil*)